



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 AOUT 1906.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th AUGUST, 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2481

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2482

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour d'août 1906, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—M. Eugène Monette, fils, marchand, de Saint-Philippe de Laprairie, dans le comté de Laprairie.

District de Terrebonne.—MM. Maxime Pominville, cultivateur, Jean Deley, bourgeois, Joseph Perillard, agent, de la paroisse de L'Annonciation (Oka), dans le comté des Deux Montagnes. 2911

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour d'août 1906, de nommer M. Auguste Casgrain, agriculteur, de la Rivière Ouelle, dans le comté de Kamouraska, membre du conseil d'agriculture. 2913

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of August, 1906, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Mr. Eugene Monette, junior, merchant, of Saint Philippe d Laprairie, in the county of Laprairie.

District of Terrebonne.—Messrs. Maxime Pominville, farmer, Jean Deley, bourgeois, Joseph Perillard, agent, of the parish of L'Annonciation (Oka), in the county of Two Mountains. 2912

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of August, 1906, to appoint Mr. Auguste Casgrain, agricultor, of Riviere Ouelle, in the county of Kamouraska, a member of the council of agriculture. 2914

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ
Québec. }

[L. S.]
ÉDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'il nous a été
Procureur-Général. } démontré qu'il est dans l'intérêt général que, pour cette année seulement, le terme de la Cour du Banc du Roi en matières criminelles pour le district d'Ottawa, à Hull, soit tenu le deux novembre prochain (1906).

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que l'ouverture du prochain terme de la Cour du Banc du Roi en matières criminelles, pour le district d'Ottawa, à Hull, est fixée, pour cette année seulement, au deuxième jour du mois de novembre prochain, 1906.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre frès Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,
L. RODOLPHE ROY
Secrétaire de la province.

2907

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ
Québec. }

[L. S.]
ÉDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ
Québec. }

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS it is in the
Attorney General. } general interest that, for this day only, the Court of King's Bench in the exercise of its original criminal jurisdiction for the district of Ottawa, at Hull, be held on the second day of November next (1906).

THEREFORE, by and with the advice and consent of the Executive Council of Our Province of Québec, We have ruled and ordered, and by these presents, do rule and order that the opening of the next term of the Court of King's Bench in the exercise of its original criminal jurisdiction for the district of Ottawa, at Hull, is fixed, for this year only, for the second day of the month of November next, 1906.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this EIGHTEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By order,
L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2908

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ
Québec. }

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the NINTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the NINTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

SACRÉ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

*Greffier de la Couronne en Chancellerie.

2739

Québec

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-huitième jour d'août 1906, incorporant MM. Philémon Métivier, marchand, de Saint-Louis de Pintendre, Joseph Lagueux, notaire, de Lauzon, Joseph Eugène Carrier, boucher, de Saint-David de l'Auberivière, Arthur Lamontagne, forgeron, de Saint-Henri, Joseph Bégin, cultivateur, de Saint-Louis de Pintendre, Joseph Couture, employé du Québec Central, Saint-Henri Station, Thomas Dumont, fils, Joseph Couture, cultivateurs, et Henri Labrie, boucher, de Saint-Louis de Pintendre, Onésime Couture, employé du Québec Central, de Saint-Joseph de Lévis, tous du comté de Lévis, pour les fins suivantes, savoir : manufacturer et vendre des ouvertures de toutes sortes ainsi que des boîtes et autres sortes de menuiseries, sous le nom de La Manufacture d'Ouvertures de Saint-Louis du comté de Lévis, avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, est à Saint-Louis de Pintendre, dans le comté de Lévis.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt et unième jour d'août 1906.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

2909

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Trois-Rivières, P. Q., le 24 septembre 1906 et

Now Know Ye, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HERRIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY FOURTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.

2740

Québec.

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1906, incorporating Messrs. Philemon Métivier, merchant, of Saint Louis de Pintendre, Joseph Lagueux, notary, of Lauzon, Joseph Eugene Carrier, butcher, of Saint-David de l'Auberivière, Arthur Lamontagne, blacksmith, of Saint Henri, Joseph Begin, farmer, of Saint Louis de Pintendre, Joseph Couture, an employee of the Quebec Central, Saint Henry station, Thomas Dumont, junior, Joseph Couture, farmers, and Henri Labrie, butcher, of Saint Louis de Pintendre, Onésime Couture, an employee of the Quebec Central of Saint Joseph de Lévis, all of the county of Lévis, for the following purposes to wit : for the manufacture and sale of all kinds of openings, also of boxes and other kinds of carpenter's work under the name of "La Manufacture d'Ouvertures de Saint Louis du comté de Lévis", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, in the province of Quebec, is at Saint Louis of Pintendre, in the county of Lévis.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of August, 1906.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

2910

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Three Rivers, P. Q., on the 24th September, 1906 and following days, in order to

jours suivants, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres et Forêts. 2859.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau

proceed to the examination of candidates desirous of obtaining licence as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands and Forests. 2860

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in

des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

2483

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un bavoir, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être républié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session

the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

2484

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preced-

précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spécial et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas

ing Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with

redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2485 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

Avis Divers

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant gouverneur de la province de Québec, pour un ordre en conseil, afin de confirmer un certain acte de vente en faveur des requérants ci-après nommés :

1° Tous les droits, titre et intérêt de Dame Eliza Ann Ruiter, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, veuve de feu Thomas Ruiter, (le deuxième) en son vivant du même lieu, cultivateur, maintenant décédé, dans et sur le lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix B (590 B), du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead.

2° Partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-onze (partie du No 591), des dits plan et livre de renvoi du dit canton de Stanstead; les dits deux morceaux de terre contenant en tout environ un acre de terre, plus ou moins; les dits deux morceaux de terre étant bornés au sud par le chemin Mack's Mills, à l'est par le chemin Smith's Mills, au nord et à l'ouest par la terre de la dite Dame Thomas Ruiter; 2° le dit acte de vente passé devant Chas. M. Thomas, notaire, le vingt-cinquième jour d'août mil neuf cent quatre, par la dite Dame Eliza Ann

this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2486 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for an order in council, to confirm to and in favor of the hereinafter named applicants, a certain deed of sale of :

1. All the right, title and interest of Dame Eliza Ann Ruiter, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, widow of the late Thomas Ruiter, (the second) in his lifetime of the same place, farmer, now deceased, of, in, to and out of lot number five hundred and ninety B (590 B), of the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stanstead.

2. Part of lot number five hundred and ninety one (part of No. 591), of said plan and book of reference of the said township of Stanstead; the said two parcels of land containing in the aggregate about one acre of land, more or less; bounded the said two pieces southerly by the Mack's Mills road, easterly by the Smith's Mills road, and northerly and westerly by the land of the said Mrs. Thomas Ruiter; 2. Said deed of sale passed before Chas. M. Thomas, notary, on the twenty fourth day of August, one thousand nine hundred and four, by

Ruiter aux dits requérants, comme une compagnie de cimetière, en vertu des dispositions de l'article 5253 des statuts révisés, dans le but d'établir un cimetière et d'incorporer les dits requérants en une compagnie de cimetière, connue comme "The Ruiter's Corner Cemetery Company", avec pouvoir de prendre les dits lots de terre et acquérir le terrain voisin, suivant qu'il sera nécessaire, le tout dans tous les cas ne devant jamais excéder vingt-cinq arpents et devant servir comme cimetière pour toujours.

Les noms et résidences au long des dits requérants sont comme suit, savoir : Charles Renselear Ruiter, Loren Lincoln Manning, David Gibb Field, Frederick Young, tous de Stanstead ; Clayton Foster Bayley, de Beebe Plain, dans l'état du Vermont, un des états-unis d'Amérique ; James Edward Richardson et Thomas Young, tous deux de Stanstead susdit.

CHAS. M. THOMAS,
Notaire public, pour les requérants.
Stanstead, Qué., août 1906. 2901

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 997.

Dame Helen Pye a intenté, ce jour, une demande en séparation de biens d'avec son mari, Charles Havelock Taylor, de la cité de Montréal, district de Montréal.

MURPHY & ROY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 6 juillet 1906. 2893

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2687.

Dame Poméla Labelle, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Gédéon Bourgouin, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAURENDEAU, PELLETIER,
PELLETIER & GARAND,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 14 août 1906. 2923

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No. 1193.

Dame Rachel Cohen, épouse commune en biens de Hiram W. Freedman, des cité et district de Montréal, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Hiram W. Freedman, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JACOBS & GARNEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 août 1906. 2921

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2693.

Dame Ludvine Poulin, du village de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Thimothée Martel, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAURENDEAU, PELLETIER,
PELLETIER & GARAND,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 août 1906. 2925

the said Dame Eliza Ann Ruiter to the said applicants, as a burying ground committee under the provisions of article 5253 of the revised statutes, for the purpose of a burying ground or cemetery, and to incorporate the said applicants into a burial society, known as "The Ruiter's Corner Cemetery Company", with power to take over said lots of land and to acquire such further land adjoining thereto, as may become necessary, the whole in any event never to exceed twenty five arpents and the same to be used as a cemetery forever.

The names and residences in full of the said applicants are as follows, viz : Charles Renselear Ruiter, Loren Lincoln Manning, David Gibb Field, Frederick Young, all of Stanstead ; Clayton Foster Bayley, of Beebe Plain, in the state of Vermont, one of the united states of America ; James Edward Richardson and Thomas Young, both of Stanstead aforesaid.

CHAS. M. THOMAS,
Notary public, for the applicants.
Stanstead, Que., August, 1906. 2902

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 997.

Dame Helen Pye has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Charles Havelock Taylor, of the city of Montreal, in the district of Montreal.

MURPHY & ROY,
Attorneys for plaintiff.
Montréal, 6th July, 1906. 2894

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2687.

Dame Poméla Labelle, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Gédéon Bourgouin, carpenter, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LAURENDEAU, PELLETIER,
PELLETIER & GARAND,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 14th August, 1906. 2924

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1193.

Dame Rachel Cohen, wife common as to property of Hiram W. Freedman, of the city and district of Montreal, merchant, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Hiram W. Freedman, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

JACOBS & GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 22nd August, 1906. 2922

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2693.

Dame Ludvine Poulin, of the village of Verdun, district of Montreal, wife common as to property with Thimothée Martel, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

LAURENDEAU, PELLETIER,
PELLETIER & GARAND,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th August, 1906. 2926

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 578.

Dame Marie Fontaine, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse de Joseph Fontaine, fils de Joseph Fontaine, du dit canton de Weedon, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Fontaine, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

L. C. BELANGER,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 13 août 1906. 2845.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3137.

Dame Emilda Brunet, épouse d'Adélarde Meloche, de Sainte-Geneviève, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Adélarde Meloche, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, ce jour.

OMER LAPIERRE,

Avocat du demandeur.

Montréal, 5 août 1906. 2803.3

Dame Phérence Rondeau, du village de Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska, épouse commune en biens de Aimé Sansouci, du même lieu, peintre décorateur, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté contre son dit époux, devant la cour supérieure du district de Saint-François, une action en séparation de biens.

CHAS. C. CABANA,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 25 juillet 1906. 2737.5

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3942.

Dame Mathilda Masse, de Pawtucket, dans le Rhode-Island, l'un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de Alexis Masse, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint Thomas, dans le district de Joliette, et actuellement absent de cette province, Demanderesse ;

vs

Le dit Alexis Masse, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs de la demanderesse.

Joliette, 25 juillet 1906. 2727.4

Dame Elizabeth Moss Mosher, de Québec, a institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Victor Joseph Carrier, de Québec, marchand à commission, dans la cour supérieure, Québec, No 1411.

F. MURPHY,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 12 juin 1906. 2759.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2065.

Dame Philomène Martin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Nantel, autrefois manufacturier de chaussures et maintenant contre-maître, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

L. E. BEAULIEU,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 8 août 1906. 2825-3

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 578.

Dame Marie Fontaine, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife of Joseph Fontaine, son of Joseph Fontaine, of the said township of Weedon, duly authorized judicially for the ends hereof, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Fontaine, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause.

L. C. BELANGER,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 13th August, 1906. 2846

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3137.

Dame Emilda Brunet, wife of Adelard Meloche, of Sainte Geneviève, in the district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Adélarde Meloche, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been taken, this day, against the defendant.

OMER LAPIERRE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th August, 1906. 2804

Dame Phelence Rondeau, of the village of Thetford Mines, in the district of Arthabaska, wife common as to property of Aimé Sansouci, of the same place, painter decorator, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted before the superior court of the district of Saint Francis, an action in separation as to property against her said husband.

CHAS. C. CABANA,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 25th July, 1906. 2738

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3942.

Dame Mathilda Masse, of Pawtucket, in the Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Alexis Masse, formerly farmer, of the parish of Saint Thomas, in the district of Joliette, and actually absent from this province, Plaintiff ;

vs

The said Alexis Masse, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the said plaintiff against the said defendant.

TELLIER & LADOUCEUR,

Attorneys for plaintiff.

Joliette, 25th July, 1906. 2728

Dame Elizabeth Moss Mosher, of Quebec, has instituted an action in separation from bed and board against her husband, Victor Joseph Carrier, of Quebec, commission merchant, in the superior court, Quebec, No. 1411.

F. MURPHY,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 12th June, 1906. 2760

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2065.

Dame Philomene Martin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Nantel, formerly shoe manufacturer and now foreman, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

L. E. BEAULIEU,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 8th August, 1906. 2826

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2011.
 Dame Yvonne Bélanger, de la cité de Montréal,
 épouse de Honoré Crochetière, entrepreneur, de
 la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en
 justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Honoré Crochetière, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 26ième jour de juillet 1906.
 J. A. BEAULIEU
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 30 juillet 1906. 2731.4

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure*
 No 4729.
 Dame Léocadie Gravel, de Verchères, district de
 Richelieu, a, ce jour, institué une action en sépa-
 ration de biens contre son mari, Philibert Fontaine
 dit Bienvenu, cultivateur, du même lieu.
 ETHIER & LEFEBVRE,
 Avocats de la demanderesse.
 Sorel, 24 juillet 1906. 2703.5

Dame Louise Bussières, de Québec, épouse com-
 mune en biens de Alfred Sarault, du même lieu,
 contre-maitre, a, ce jour, institué une action en
 séparation de biens contre son dit époux, dans la
 cour supérieure, Québec, No 899.
 F. O. DROUIN,
 Procureur de la demanderesse.
 Québec, 9 août 1906. 2885-2

Province de Québec, }
 District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
 No 3295.
 Marie Louise Clémentine Dubé, épouse commune
 en biens avec Etienne Levesque, marchand, du
 village de Montjoli, district de Rimouski, due-
 ment autorisée à procéder en justice aux fins des
 présentes, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Etienne Levesque, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 18 mai 1906.
 LOUIS TACHÉ,
 Procureur de la demanderesse.
 Rimouski, 12 juin 1906. 2753.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 57.
 Dame Bernadette Aubry, épouse commune en
 biens de Joseph Wildor Méloche, agent, de la cité
 et du district de Montréal, a, ce jour, institué une
 action en séparation de biens contre son dit époux.
 LACHAPPELLE & ARCHAMBAULT,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 11 juillet 1906. 2755.4

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 Dame Annie Corrigan, de la paroisse de Notre-
 Dame du Bonsecours, dans le district d'Ottawa,
 épouse commune en biens de Ferdinand Thomas,
 cultivateur et entrepreneur, du même lieu, due-
 ment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Ferdinand Thomas, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 30ème jour de juillet 1906.
 MAJOR & FORTIER,
 Procureurs de la demanderesse.
 Hull, 30 juillet 1906. 2735.4

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2011.
 Dame Yvonne Bélanger, of the city of Montreal,
 wife of Honoré Crochetière, contractor, of the
 city of Montreal, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;
 vs
 The said Honoré Crochetière, Defendant.
 An action for separation as to property was
 instituted in the cause, on the 26th day of July,
 1906.
 J. A. BEAULIEU,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 30th July, 1906. 2732

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No 4729.
 Dame Léocadie Gravel, of Verchères, district of
 Richelieu, has, this day, brought a suit for separa-
 tion of property against her husband, Philibert
 Fontaine dit Bienvenu, farmer, of the same place.
 ETHIER & LEFEBVRE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sorel, 24th July, 1906 2704

Dame Louise Bussières, of Quebec, wife common
 as to property with Alfred Sarault, of the same
 place, foreman, has, this day, instituted an action
 in separation as to property against her husband,
 in the superior court, Québec, No. 899.
 F. O. DROUIN,
 Attorney for plaintiff.
 Québec, 9th August, 1906. 2886

Province of Quebec, }
 District of Rimouski. } *Superior Court.*
 No. 3295.
 Marie Louise Clémentine Dubé, wife common as to
 property with Etienne Levesque, merchant, of
 the village of Montjoli, district of Rimouski, and
 duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Etienne Levesque, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this cause, on the 18th of May, 1906.
 LOUIS TACHÉ,
 Attorney for plaintiff.
 Rimouski, 12th June, 1906. 2754

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 57.
 Dame Bernadette Aubry, épouse commune en biens
 of Joseph Wildor Meloché, of the city and district
 of Montreal, agent, has, this day, instituted an
 action in separation as to property against her
 husband.
 LACHAPPELLE & ARCHAMBAULT,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 11th July, 1906. 2756.

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 Dame Annie Corrigan, of the parish of Notre-
 Dame de Bonsecours, in the district of Ottawa, wife
 common as to property of Ferdinand Thomas,
 farmer and undertaker, of the same place, duly
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Ferdinand Thomas, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this cause, this 30th day of July, 1906.
 MAJOR & FORTIER,
 Attorneys for plaintiff.
 Hull, 30th July, 1906. 2736.

Dame Léontine Thibault, épouse de Achille Michaud, de Saint-Mathias de Cabano, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le No 3494 des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,

Avocat de la demanderesse.

Fraserville, 27 avril 1906.

2889-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 260.

Dame Zipa Katz, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Morris Glaser, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Morris Glaser, Defendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

H. A. HUTCHINS,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 13 août 1906.

2843.2

Dame Léontine Thibault, wife of Achille Michaud, of Saint Mathias de Cabano, has taken, to day, an action in separation as to property against her husband, under No. 3594 of the records of the superior court, district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 27th April, 1906.

2890

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 260.

Dame Zipa Katz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Morris Glaser, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Morris Glaser, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

H. A. HUTCHINS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th August, 1906.

2844

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que George H. Willson, de Montréal, encadreur d'images, y faisant affaires seul, sous le nom de G. W. Willson & Son, le 17e jour d'août 1906, a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au protonotaire de la cour supérieure, à Montréal.

F. M. GILMAN,

Gardien provisoire.

2897

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

In re : succession F. X. Nadon, Sainte-Agathe, P. Q., décédé.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 10 septembre 1906.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,

Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,

97, rue Saint-Jacques.

Montréal, 25 août 1906.

2903

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

In re J. David Legrand, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 17e jour d'août 1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

J. RAICHE,

Curateur.

Roxton Falls, 20 août 1906.

2905

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 250.

In re Oct. Fournier, marchand, de la ville de Fraserville, Failli.

Avis vous est donné que, ce jour, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

P. LANGLAIS,

Curateur.

Fraservi le, 23 août 1906.

2915

Bankrupt Notices

Notice is hereby given that George H. Willson, of Montreal, picture framer, there carrying on business alone, under the firm name of G. W. Willson & Son, on the 17th August, 1906, made an abandonment of his estate for the benefit of his creditors to the prothonotary of the superior court, at Montreal.

F. M. GILMAN,

Provisional guardian

2898

Province of Quebec, }
District of Terrebonne, } *Superior Court.*

In re : estate F. X. Nadon, Sainte Agathe, P. Q., deceased.

A first dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 10th September, 1906.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,

Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,

97, Saint James street.

Montreal, 25th August, 1906.

2904

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*

In re J. David Legrand, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 17th day of August, 1906, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate are requested to file them, within thirty days from this date.

J. RAICHE,

Curator.

Roxton Falls, 20th August, 1906.

2906

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 250.

In re Oct. Fournier, merchant, of the town of Fraserville, Insolvent.

Notice is given you that, by a judgment of the court, I have, this day, been named curator to the estate of the said insolvent.

Sworn claims must be produced at my office within one month from this date.

P. LANGLAIS,

Curator.

Fraserville, 23rd August, 1906.

2916

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH CLEOPHAS
No 304. } HEON, négociant, Demandeur ; contre ALEXANDRE DESROSIERS, Défendeur.

Tous les droits de propriété et de possession et d'exploitation, impenses et améliorations ainsi que le droit de préemption du défendeur sur la moitié nord en largeur du côté est, sur la profondeur de quatorze arpents, du lot de terre numéro deux, dans le quatrième rang du canton de Bulstrode, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins, ce dit lot numéro deux, maintenant connu et désigné par les numéros du cadastre 193-194 pour le dit canton de Bulstrode, —avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Saint-Rosaire, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 2^e août 1906. 2763
Première publication du 4 août 1906, est nulle.
[Première publication, 25 août 1906.]

MANDAT DES CURATEURS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } IN RE GEORGES TUR-
No 201. } COTTE, insolvable, et
LEFEBVRE & TASCHEREAU, curateurs.
(En conformité de l'article 879 du C. P. C.)

Un terrain connu et désigné sous les lots numéros trois cent vingt-un, trois cent vingt-deux et trois cent vingt-trois (321, 322 et 323), du cadastre de Somerset Nord—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie de Somerset, le CIN-
QUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1906, à
UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 1^{er} août 1906. 2749.2
[Première publication, 4 août 1906.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Beauce, à savoir : } A. BECIGNEUL, Deman-
No 637. } deur ; contre JULES
NADEAU, Défendeur.

1° Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro douze (12), dans le deuxième rang du canton de Ditchfield, dans le comté du Lac Mégantic, dans le district de Beauce, suivant les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dit canton—avec les bâtisses et les servitudes actives et passives y attachées.

2° Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro onze (11), dans le deuxième rang du canton Ditchfield, dans le comté du Lac

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH CLEOPHAS
No. 304. } HEON, trader, Plaintiff ;
against ALEXANDRE DESROSIERS, Defendant.

All the rights of property and possession, exploitation, development and improvements, also right of preemption of defendant on the north half in width on the east side, by the depth of fourteen arpents, of lot number two, in the fourth range of the township of Bulstrode, containing fifty acres of land in superficies, more or less, said lot number two, now known and described by numbers 193-194 of cadastre for said township of Bulstrode—with all the buildings thereon erected,

To be sold at the parochial church door of Notre Dame du Saint Rosaire, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, 1906, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 2nd August, 1906. 2764
First publication of the 4th of August, 1906, is null.
[First published, 25th August, 1906.]

CURATORS WRIT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } IN RE GEORGES TUR-
No. 201. } COTTE, insolvent, and
LEFEBVRE & TASCHEREAU, curators.
(In conformity to art. 879 of C. C. P.)

A piece of land known and described as being lots numbers three hundred and twenty one, three hundred and twenty two and three hundred and twenty three (321, 322 and 323), of official cadastre for Somerset North—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in a block, at the parochial church door of Sainte-Julie of Somerset, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, 1906, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 1st August, 1906. 2750
[First published, 4th August, 1906.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Beauce, to wit : } A. BECIGNEUL, Plaintiff ;
No. 637. } A. against JULES NADEAU,
Defendant.

1. A certain lot of land known and described as being lot number twelve (12), in the second range of the township of Ditchfield, in the county of Lake Mégantic, in the district of Beauce, according to the plan and book of reference of the official cadastre for the said township—with the buildings and servitudes both active and passive thereto attached.

2. A certain lot of land known and described as being lot number eleven (11), in the second range of the township of Ditchfield, in the county of Lake

Mégantic, dans le district de Beauce, suivant le plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dit canton—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Agnès du Lac Mégantic, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1906), à DIX heures du matin.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 21 août 1906. 2899

[Première publication, 25 août 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } LUDGER DUBREUIL, De-
No 331. } mandeur ; contre JOSEPH
GILBERT, Défendeur.

Le lot numéro trente B (30 B), du cadastre officiel du dixième rang du canton d'Adstock, comté de Beauce, contenant environ cinquante acres en superficie—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode d'Adstock, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 30 juillet 1906. 2729.2

[Première publication, 4 août 1906.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } LUDGER PETIT, de
No 1629. } Sainte-Anne, industriel,
Demandeur ; contre LUDGER LEVESQUE, de
Manchester, états-unis d'Amérique, actuellement
de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquières,
district de Chicoutimi, et Nazaire Lévesque, de la
dite paroisse de Jonquières, en sa qualité de tuteur
élu en justice aux enfants mineurs issus du mariage
d'Alexandre Lévesque, de Manchester, états-unis
d'Amérique, avec feu dame Eva Dallaire, son
épouse, savoir : Alice, Rosanna et Arméline, Dé-
fendeurs.

Une terre comprenant le lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, sous le numéro trente, du premier rang de ce canton—avec bâtisses dessus construites et autres dépendances ; sauf à distraire toute la partie de ce lot vendue à Thomas L. Wilson, suivant acte du 27 novembre 1899, devant feu Ths. Z. Cloutier, notaire, tel qu'appert à l'acte d'obligation produit au dossier ; laquelle partie de lot tel que désignée dans le premier acte sus cité est distraite du dit lot saisi.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Dominique de Jonquières, à ONZE heures de l'avant-midi, le CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 1er août 1906. 2747.2

[Première publication, 4 août 1906.]

Mégantic, in the district of Beauce, according to the plan and book of reference of the official cadastre for the said township—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Agnès of Lake Mégantic on the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER next (1906), at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER.

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 21st August, 1906. 2900

[First published, 25th August, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } LUDGER DUBREUIL, Plain-
No. 331. } tiff ; against JOSEPH GIL-
BERT, Defendant.

Lot number thirty B (30 B), of the official cadastre of the tenth range of the township of Adstock, in the county of Beauce, containing about fifty acres in superficies—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Méthode d'Adstock, on the FOURTH day of SEPTEMBER next (1906), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph Beauce, 30th July, 1906. 2730

[First published, 4th August, 1906.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } LUDGER PETIT, of Sainte
No. 1629. } Anne, manufacturer,
Plaintiff ; against LUDGER LEVESQUE, of Man-
chester, in the united states of America, now of the
parish of Saint Dominique de Jonquières, in the
district of Chicoutimi, and Nazaire Levesque, of
the said parish of Jonquières, in his quality of tutor
legally appointed to the minor children issue of
the marriage of Alexandre Levesque, of Manchester,
united states of America, with the late Dame Eva
Dallaire, his wife, to wit : Alice, Rosanna and
Armeline, Defendants.

A lot of land comprising the lot known and described on the official cadastre of the township of Jonquières, under the number thirty, of the first range of this township—with the buildings thereon erected and other dependencies ; less the reservation of the whole of the part of this lot sold to Thomas L. Wilson, according to the deed of the 27th of November, 1899, passed before Thos. Z. Cloutier, notary, as appears by the deed of obligation produced in the record ; which portion of the lot as described in the first act above referred to is reserved from the said lot seized.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Dominique de Jonquières, at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the FIFTH day of the month of SEPTEMBER next.

O. BOSSE,

Sheriff's office, Shérif.
Chicoutimi, 1st August, 1906. 2748

[First published, 4th August, 1906.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **SERAPHIN LEDOUX**,
No 2554. } commerçant de grain et
foin, etc., de la cité et du district de Montréal,
Demandeur; contre les terres et tenements de
TREFFLE CHOQUETTE, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre ou emplacement situé en la paroisse de la Longue Pointe, étant le numéro de subdivision huit cent soixante et douze, du numéro officiel vingt et un, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Longue-Pointe; borné vers le nord-ouest par le No 21-873, vers le nord-est par une ruelle, vers le sud-est par le numéro 21-871, et vers le sud-ouest par la rue No 21-861, et contenant le dit lot de terre ou emplacement vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de longueur—sans bâtisse.

2° Un autre lot de terre ou emplacement situé au même lieu, étant le numéro de subdivision huit cent soixante et treize, du numéro officiel vingt et un; borné vers le nord-ouest par le No 21-874, vers le nord-est par une ruelle, vers le sud-est par le numéro 21-872, et vers le sud-ouest par la rue No 21-861, et contenant le dit lot de terre ou emplacement vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de longueur, le tout plus ou moins—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif.

Montréal, 22 août 1906.

[Première publication, 25 août 1906.]

Député shérif.

2919

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CORPORATION**
No 1016. } **LEPISCOPALE CATHOLIQUE**
ROMAINE DE SAINT-HYACINTHE,
corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse; contre les terres et tenements de **GEORGE FRANCOIS ERROL DE GUERRY LANGUEDOC**, de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, et Dame Emelie ou Emely de Guerry Languedoc, de la ville d'Outremont, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Philippe Bruneau, commis, du même lieu, et ce dernier à l'effet d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendeurs conjointement et solidairement.

Un immeuble situé dans la ville d'Outremont, comté d'Hochelaga, district de Montréal; borné en front par le chemin de la côte Sainte-Catherine, et connu et désigné comme étant le lot numéro dix-neuf (19), sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec bâtisses, constructions et dépendances y érigées, moins une lisière de trente-trois pieds de profondeur sur toute la largeur du dit lot numéro dix-neuf (19) au sud du dit lot, à être distraite d'icelui pour ouverture d'une rue ou avenue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,

Montréal, 21 août 1906.

[Première publication, 25 août 1906.]

Député Shérif.

2917

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **SERAPHIN LEDOUX**,
No. 2554. } trader in grain, hay, &c.,
of the city and district of Montreal, Plaintiff; against
the lands and tenements of **TREFFLE CHOQUETTE**, of the same place, Defendant.

1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Longue Pointe, being the number of the subdivision eight hundred and seventy two, of the official number twenty one, of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe; bounded on the north west by the number 21-873, on the north east by a lane, on the south east by the number 21-871, and on the south west by the street No. 21-861, and the said lot or emplacement containing twenty five feet in width by eighty four feet in length—without building.

2. Another lot of land or emplacement situate at the same place, being the number of the subdivision eight hundred and seventy three, of the official number twenty one; bounded on the north west by the lot 21-874, on the north east by a lane, on the south east by the lot number 21-872, and on the south west by the street No. 21-861, and the said lot of land or emplacement containing twenty five feet in width by eighty four feet in length, the whole more or less—without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of SEPTEMBER next, at THREE of the clock in the afternoon.

P. M. DURAND

Sheriff's Office.

Montreal, 22nd August, 1906.

[First published, 25th August, 1906.]

Deputy Sheriff.

2920

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LA CORPORATION EPIS-**
No. 1016. } **LE COPALE CATHOLIQUE**
ROMAINE DE SAINT-HYACINTHE, a body
politic and corporate, having its principal place of
business in the city and district of Saint Hyacinth,
Plaintiff; against the lands and tenements of
GEORGE FRANCOIS ERROL DE GUERRY LANGUEDOC, of the town of Outremont, district
of Montreal, and Dame Emelie ou Emely de Guerry
Languedoc, of the town of Outremont, district of
Montreal, wife separated as to property by mar-
riage contract of Louis Philippe Bruneau, of the
same place, clerk, and this latter for the purpose of
authorizing his said wife in the present instance,
Defendants jointly and severally.

An immoveable property situate in the town of Outremont, county of Hochelaga, district of Montreal; bounded in front by the road of la côte Sainte Catherine, and known and distinguished as being lot number nineteen (19), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with buildings, constructions and dependencies thereon erected, less a strip of thirty three feet in depth on the whole width of the said lot number nine een (19) on the south of the said lot, to be deducted from the same for the opening of a street or avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Montreal, 21st August, 1906.

[First published, 25th August, 1906.]

Deputy Sheriff

2918

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Bryson.

Province de Québec, } **D**AME ANNIE PAL-
District de Pontiac. } **M**ER, du canton de
No 802. } Aldfield, dans le district
de Pontiac, épouse commune en biens de Thomas Orr, du canton de Bristol, dûment autorisée à ester en justice dans cette cause, par jugement de Sa Seigneurie M. le juge Champagne, rendu le 2e jour d'avril 1906; David R. Barry, avocat, pratiquant comme tel dans le district de Pontiac, distayant pour frais, Demanderesse; contre THOMAS ORR, Défendeur, à savoir:

Un lot de terre numéro deux, dans le neuvième rang du canton de Bristol, dans le dit district, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec toutes les bâties sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, } **S**IMON McNALLY, } Shérif.
Bryson, 31 juillet 1906. } 2761 2
[Première publication, 4 août 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **E**UGENE JULIEN; contre
No 277. } **M**ICHEL MARTEL, à
savoir:

Le lot No 422 (quatre cent vingt-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, étant une terre située sur la route appelée La grande ligne—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin,

Bureau du Shérif, } **E**D. BEGIN, } Député Shérif.
Québec, 23 août 1906. } 2927
[Première publication, 25 août 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **A**LFRÉD PROULX, contre
No. 451. } **E**UGENE TOUZIN ET
TREFFLE BERTRAND, de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, et solidement, à savoir:

Saisi contre le dit Trefflé Bertrand, à savoir:
Le lot N. 15 E (quinze E), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située au premier rang du canton Alton, contenant deux arpents et demi de largeur sur environ vingt-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Bryson.

Province of Quebec, } **D**AME ANNIE PAL-
District of Pontiac. } **M**ER, of the townshp
No. 802. } of Aldfield, in the district
of Pontiac, wife common as to property of Thomas Orr, of the township of Bristol, duly authorized to ester en justice in this cause, by judgment of His Lordship Mr. justice Champagne, rendered the 2nd of April, 1906; David R. Barry, advocate, practising as such in the district of Pontiac, distaying for costs, Plaintiff; against THOMAS ORR, Defendant, to wit:

A lot of land number two, in the ninth range in the township of Bristol, in the said district, containing one hundred acres of land, more or less—with all improvements and buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, } **S**IMON McNALLY, } Sheriff.
Bryson, 31st July, 1906. } 2762
[First published, 4th August, 1906.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **E**UGENE JULIEN; against
No. 277. } **M**ICHEL MARTEL, to wit:

Lot No. 422 (four hundred and twenty-two), of the official cadastre of the parish of Saint Raymond, being a farm situated on the road called La grande ligne—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Raymond, in the county of Portneuf, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, } **E**D. BEGIN, } Deputy Sheriff.
Québec, 23rd August, 1906. } 2928
[First published, 25th August, 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **A**LFRÉD PROULX; against
No. 451. } **E**UGENE TOUZIN AND
TREFFLE BERTRAND, of the parish of Saint-Alban, in the county of Portneuf, and jointly and severally, to wit:

Seized against the said Trefflé Bertrand, to wit:
Lot No. 15 E (fifteen E), of the official cadastre of the parish of Saint Alban, in the county of Portneuf, being a farm situated in the first range of the township of Alton, containing two acres and a half in width by about twenty five acres in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the

de Saint-Alban, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE
prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 24 août 1906
[Première publication, 25 août 1906.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs
No 1574. } L GEORGES VALLEE, à
savoir :

La juste moitié nord-est du lot No 1668 (mille six cent soixante et huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Napoléon—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$3.00, payable le 29 j in, aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 9 août 1906.
[Première publication, 11 août 1906.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs
No 1473. } L CHARLES AUCLAIR, à
savoir :

La moitié nord-est du lot No 810 (huit cent dix), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Kirouac, contenant dix-neuf pieds et demi de front sur soixante pieds de profondeur, plus ou moins ; borné au sud par la rue Kirouac, au nord par le lot No 809, joignant d'un côté à l'est, le lot No 807, à l'ouest par l'autre moitié du dit lot No 810—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5 00, payable le 29 septembre, au Crédit Foncier Franco Canadien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 9 août 1906.
[Première publication, 11 août 1906.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le comté de Champlain.—
District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } ALEX. MARCHAND,
No 942. } Demandeur ; contre
EDOUARD COTE, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession nord-ouest du chemin des Piles, de forme triangulaire, contenant environ un arpent de terre en superficie ; borné du côté sud-est par le chemin public, du côté nord par un ruisseau, et du côté sud-ouest par Joseph Vincent, et faisant partie du lot de terre numéro deux cent onze (211), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

parish of Saint Alban, on the SECOND day of
OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the
forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, 24th August, 1906.
[First published, 25th August, 1906.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1574. } L GEORGES VALLEE, to
wit :

The just north east half of lot No. 1668 (one thousand six hundred and sixty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Napoléon street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$3 00, payable on the 29th of June, to the Révérendes Dames de l'Hôtel Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, 9th August, 1906.
[First published, 11th August, 1906.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1473. } L CHARLES AUCLAIR, to
wit :

The north east half of lot No. 810 (eight hundred and ten), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, being a lot situate on Kirouac street, containing nineteen and one half feet in front by sixty feet in depth, more or less ; bounded to the south by Kirouac street, to the north by lot No. 809, adjoining on one side to the east, lot No. 807, and on the other side to the west by the other half of the said lot No. 810—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable on the 29th September, to the Crédit Foncier Franco-Canadien.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Quebec, 9th August, 1906.
[First published, 11st August, 1906.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective times
and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the county of Champlain.—
District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } ALEX. MARCHAND,
No. 942. } Plaintiff ; against
EDOUARD COTE, Defendant.

An emplacement situated in the parish of Sainte Flore, in the concession north west of the Piles road, of triangular form, containing about one acre of ground in superficies ; bounded on the south easterly side by the public road, on the north side by a brook, and on the south westerly side by Joseph Vincent, and forming part of the lot of land (No. 211) number two hundred and eleven, of the official plan and book of reference of the cadastre for registration of the county of Saint Maurice, for the said parish of Sainte Flore—together with a house thereon constructed, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 1er août 1906. [Première publication, 4 août 1906.]

Shérif. 2745-2

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Flore, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Three Rivers, 1st August, 1906. [First published, 4th August, 1906.]

Sheriff. 2746

Proclamation

Canada, Province de Québec. } L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, Procureur-Général. } ATTENDU que par le statut passé par le Parlement du Canada, dans les cinquante-septième et cinquante-huitième années du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, chapitre cinquante-cinq, il est décrété que le premier lundi de septembre sera à l'avenir un jour non juridique, connu sous le nom de FÊTE DU TRAVAIL.

ET ATTENDU qu'il est à propos que le dit premier lundi de septembre soit déclaré jour non juridique dans notre province de Québec.

A CES CAUSES, par et de l'avis du conseil exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que LUNDI, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1906), est et sera considéré jour non juridique comme fête du travail dans Notre dite province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

2931 -

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi 3, Ed. VII, ch. 45, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix septième jour d'août 1906, incorporant, sous le nom de "Pointe Basse Association de Boîte pour les Pêcheurs", MM. Simon Arseneau, Arsène Arseneau, Jean Arseneau, Adrien

Proclamation

Canada Province of Québec. } L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, Attorney General. } WHEREAS by the Act passed by the Parliament of Canada, in the fifty seventh and fifty eighth years of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, chapter fifty five, it is enacted that the first Monday of September shall in future be a non-judicial day, known under the name of LABOR DAY.

AND WHEREAS it is proper that the said first Monday of September be declared a non-judicial day in Our said province of Québec.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Québec, We have enacted and ordered, and do hereby enact and order, that MONDAY, the THIRD day of SEPTEMBER next (1906), is and shall be a non-judicial day as labor day, in Our said province of Québec,

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, the TWENTY THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, in the sixth year of Our Reign.

By Command,

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

2932

Government Notices

Notice is hereby given that, in virtue of the law 3 Ed. VII, ch. 45, letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the seventeenth day of August, 1906, incorporating, under the name of "Pointe Basse Association de Boîte pour les Pêcheurs", Messrs. Simon Arseneau, Arsene Arseneau, Jean Arse-

Arseneau, Jean Hubert, Adélaré Arseneau, Nathael Arseneau, Antoine Lafrance, Hypolite Arseneau, Delphis Lafrance, Alvide Lafrance, Firmin Boudreau, Alpheé Lafrance, Henry Bourque, Euriel Turbide, Alcide Turbide, Pierre D. Arseneau, Alibé Lafrance, Euriel Thériault, Magloire Turbide, Henri A. Arseneau, Alfred D. Arseneau, Joseph Lafrance, Grégoire Lafrance, de Pointe Basse ; Delaney Bros, de House Harbor ; Amédée Turbide, Alex. T. Arseneau, Léger Arseneau, Siméon Lafrance, Vilbon Cormier, Camille Cormier, Alex. D. Arseneau, de Pointe Basse ; François Chévarie, de Dune du Sud ; Joseph Lapierre, Charles Lapierre, Grégoire Loiseau, John Miousse, Fulgence Arseneau, Laurent Cormier, Cajetan Loiseau, Cléophas Jomphe, Léonie Poirier, Cléophas Arseneau, Delphis D. Arseneau, Louis Arseneau, Daniel Loiseau, Olivier Turbide, Albin J. Arseneau, Amédée A. Arseneau, Alex. C. Arseneau, Alex. S. Arseneau, Octave S. Arseneau, Maurice Arseneau, Grégoire T. Arseneau, Stanislas Turbide, Hypolite F. Arseneau, Alfred Ad. Arseneau, Pierre V. Arseneau, Samuel Turbide, Edm. Arseneau, Eusébe Turbide, Xavier Arseneau, Elphège Bourque, de Pointe Basse ; Daniel Arseneau, Alex. Thériault, Rév. J. S. Turbide, de House Harbor ; Montaigne Arseneau, Grégoire Turbide, Bénoni Turbide, J. Ariste Delaney, Norbert Lafrance, de Pointe Basse ; Donat Richard, Jean Poirier, de House Harbor ; Edmond Lapierre, Ludger Arseneau, de Pointe Basse, dans le comté de Gaspé.

Le siège principal des affaires est dans la paroisse de Pointe Basse.

2929

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province

neau, Adrien Arseneau, Jean Hubert, Adélaré Arseneau, Nathael Arseneau, Antoine Lafrance, Hypolite Arseneau, Delphis Lafrance, Alvide Lafrance, Firmin Boudreau, Alpheé Lafrance, Henry Bourque, Euriel Turbide, Alcide Turbide, Pierre D. Arseneau, Alibé Lafrance, Euriel Thériault, Magloire Turbide, Henri A. Arseneau, Alfred D. Arseneau, Joseph Lafrance, Grégoire Lafrance, of Pointe Basse ; Delaney Bros, of House Harbor ; Amedee Turbide, Alex. T. Arseneau, Léger Arseneau, Simeon Lafrance, Vilbon Cormier, Camille Cormier, Alex. D. Arseneau, of Pointe Basse ; François Chevarie, of Dune du Sud ; Joseph Lapierre, Charles Lapierre, Grégoire Loiseau, John Miousse, Fulgence Arseneau, Laurent Cormier, Cajetan Loiseau, Cléophas Jomphe, Leonie Poirier, Cleophas Arseneau, Delphis D. Arseneau, Louis Arseneau, Daniel Loiseau, Olivier Turbide, Albin J. Arseneau, Amedee A. Arseneau, Alex. C. Arseneau, Alex. S. Arseneau, Octave S. Arseneau, Maurice Arseneau, Grégoire T. Arseneau, Stanislas Turbide, Hypolite F. Arseneau, Alfred Ad. Arseneau, Pierre V. Arseneau, Samuel Turbide, Edm. Arseneau, Eusebe Turbide, Xavier Arseneau, Elphège Bourque, de Pointe Basse ; Daniel Arseneau, Alex. Thériault, Rev. J. S. Turbide, of House Harbor ; Montaigne Arseneau, Grégoire Turbide, Benoni Turbide, J. Ariste Delaney, Norbert Lafrance, of Pointe Basse ; Donat Richard, Jean Poirier, of House Harbor ; Edmond Lapierre, Ludger Arseneau, of Pointe Basse, to the county of Gaspé.

The principal place of business is in the parish of Pointe Basse.

2930

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 98.

Dame Délia Dubreuil, de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, district de Saint-Hyacinthe, dument autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Louis Lacaille, cultivateur, du même endroit.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 17 août 1906. 2943

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauce. }
No 159.

Anna Audet, épouse commune en biens de Joseph Côté, commerçant, de Saint Hubert de Spaulding, dans le district de Beauce.

Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Le dit Joseph Côté,
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

TALBOT & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 14 mai 1906. 2945

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Narcisse Jobidon, de Québec, entrepreneur menuisier, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 98.

Dame Delia Dubreuil, of the parish of Saint Paul d'Abbotsford, district of Saint-Hyacinth, duly authorised, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Lacaille, farmer, of the same place.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
Attorneys for plaintiff.

Saint-Hyacinth, 17th August, 1906. 2944

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauce. }
No. 159.

Anna Audet, wife common as to property of Joseph Côté, trader, of Saint Hubert de Spaulding, in the district of Beauce,

Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Joseph Côté,
An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

TALBOT & GODBOUT,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 14th May, 1906. 2946

Bankrupt Notices

Notice is hereby given that the undersigned have been named joint curators in the matter of Narcisse Jobidon, of Quebec, master joiner, insolvent.

The creditors of the said insolvent are required

produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 22 août 1906. 2947

District de Kamouraska.

Re Robert Jones, Sainte-Rose du Dégé, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 septembre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 août 1906. 2941

District de Québec.

William Vincent, de Québec, marchand-tailleur, a, le 15 août 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 août 1906. 2939

District de Rimouski.

Alfred Robichaud, du Lac au Saumon, marchand, a, le 22 août 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 août 1906. 2935

District de Rimouski.

Léon Lebel, de Rimouski, marchand-épicer, a, le 16 août 1906, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 août 1906. 2937

to produce their claims, attested under oath, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators

Quebec, 22nd August, 1906. 2948

District of Kamouraska.

Re Robert Jones, Sainte Rose du Dégé, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 10th September, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd August, 1906. 2942

District of Québec.

William Vincent, of Quebec, merchant tailor, has, on the 15th of August, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd August, 1906. 2940

District of Rimouski.

Alfred Robichaud, of Salmon Lake, merchant, has, on the 22nd of August, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd August, 1906. 2936

District of Rimouski.

Léon Lebel, of Rimouski, grocer, has, on the 16th August, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 23rd August, 1906. 2938

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les propriétés décrites à l'état qui suit seront vendues aux enchères publiques, en la salle de l'Hôtel-de-Ville, en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1906), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales, mentionnées au dit état, et les frais qui seront subséquemment encourues pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et contributions et frais ne soient plus tôt payés.

Donné à Hull susdit, ce quatorzième jour d'août mil neuf cent six.

(Signé) JOHN F. BOULT,
Greffier de la cité.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the properties described in the subjoined statement will be sold by public auction, in the assembly room of the City Hall, in the city of Hull, in the district of Ottawa, on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of SEPTEMBER next (1906), at the hour of TEN of the clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and assessments mentioned in the said statement, and the cost which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid.

Given at Hull aforesaid, this fourteenth day of August, one thousand nine hundred and six.

(Signed) JOHN F. BOULT,
City clerk.

Nos	Propriétaire de bien fonds. Proprietor of real estate.	Propriétaire d'améliorations. Proprietor of improvements.	No du cadastre. No. of cadastre.	Quartier—Ward.	Description des améliorations. Description of improvements.	Taxes municipales. Municipal taxes.	Taxes d'eau. Water rates.	Frais de perception. Costs of Collection.	Taxes d'école. School taxes.	Total.
316	Joshua Wright.		Pt. B. 254.	1	1½ ac., vacant	\$12 88		25		\$13 13
342	Joshua Wright.		Pt. B. 247.	1	2 lots, vacants	10 30				10 30
343	Joshua Wright.		Pt. B. 247.	1	2 " "	10 30				10 30
347	Joshua Wright.		Pt. B. 247.	1	Lots 26, 27, 43, 44	15 45				15 45
348	Joshua Wright.		Pt. B. 247.	1	Lot 25 & 2 lots no numbers, vac.	12 88				12 88
365	H. A. Wright.		Pt. B. 249.	1	Lots 5 et 6, vacants	9 02	8 50	25		17 77
368	Joshua Wright.		Pt. B. 247.	1	Lots 11, 12, 13 & 14, vacants	20 60				20 60
371	Joshua Wright.	Wm. Coleman	Pt. B. 247, lot 22	1	Maison en bois—wood house	12 00	31 50	2 00		45 50
372	Joshua Wright.		Pt. B. 247.	1	Lots 20 & 21, vacants	10 30				10 30
387	Joshua Wright.		Lots 37, 39, 40, 41	1	Vacant	8 98				8 98
388	Joshua Wright.		Pt. B. 247, 35 acs.	1	Ferme, maison en bois et grange. —Farm, wood house and barn.	59 23				59 23
390	Joshua Wright.		B. 8-54 acs.	1	Vacant	41 71				41 71
581	Joshua Wright.		Pt. B. 91 & 89.	2	" "	19 96				19 96
843	C. E. Graham.	Edouard Derouin	S. O.—S. W. lot 177	2	Maison en bois—wood house	8 98	14 50	1 75		25 23
1314	Ferdinand Côté.		Lot 615	3	Vacant	16 42		25		16 67
2312	Ottawa College	Hilaire Deschamps	Lot N. 37	3	Maison en bois—wood house	6 03		50		6 53
2346	" "	Arthur Belly	Lot S. 24	3	" "	10 95		2 00		12 95
2357	" "	Joseph Thériault	Lot S. 66	3	Vacant	8 13		2 00		10 13
2359	" "	Elle Corneau	Lot N. 91	3	Maison en bois—wood house	6 67		1 75		8 42
2548	Succession—Estate A. Poirier.		Ouest—West 72	3	Vacant	5 98	13 00	25		19 23

2670	Inconnu—Unknown.		Lac—Lake Flora.	4	Pt No 3, 89215 pieds—feet	35 82		25	36 07
2980	Félix Boucher.		Lot 72	4	Maison en bois—wood house	92 83	2 00		94 83
3280	C. E. Graham.	Veuve—Widow T. Boulton	Lot Ouest—West 280.	4	Vacant	22 80		25	23 05
4671	Succ.—Estate Scott.	Edouard Lafleur	Lot S. 364	5	Maison en bois—wood house	14 84		25	15 12
5196	Adelaide Marston	Albert Lavallée	Lot 173	5	"	8 81	1 76		10 56
264	Wm. Hamilton, jr.		Lot S. 297	1	Vacant		12 50		12 50
522	Thomas Roberts		Lot 243	2	Bâtisse en bois entourée en tôle. —Metal clad Wood building.	88 00			88 00
900	C. E. Graham.	Lalem Tessier	Lot N. O.—N. W. 115	2	Maison en bois—wood house	25 00			25 00
2510	College Ottawa		Lot N. 42	3	Vacant	12 00			12 00
4700	Succ.—Estate Scott.	Mde Samuel Senecal	Lot S. 280	5	Maison en bois—wood house	14 50			14 50
4730	"	Edmond Lafleur	Lot N. 341	5	"	47 50			47 50
4954	Félix Boucher		Lot S. 153	5	Vacant	17 50			17 50
	Mrs. F. R. Wright		Lots 3, 4, 5, 6, 7, 14, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 118, 122, 123, 124, 125, 129, 130, 131, 160, 161, 162, 163	3a				67 73	67 73
	Mrs. F. R. Wright		Lots 8, 9, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 33, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159	3a				242 93	642 93
	Mrs. F. R. Wright		Lot 235 A	4	Maison en bois—wood house			7 13	7 13
	Mrs. F. R. Wright		Lot 235 B	4	Maison plastrée—plastered house			7 53	7 53
	Mrs. F. R. Wright		Lot 246	4	Vacant			6 93	6 93
	Mrs. F. R. Wright		Lot E. 268	4	Maison en bois—wood house			8 13	8 13
	Mrs. F. R. Wright		Lot 213	4	Vacant			8 93	8 93

2879-80

Attesté—Certified,

JOHN F. BOULT,
Greffier de la cité—City clerk.

**Index de la Gazette Officielle de
Québec No 34.**

- ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :** — Dmes Aubry vs Méloche, 1288 ; Audet vs Côté, 1296 ; Bélanger vs Crochetière, 1288 ; Brunet vs Meloche, 1287 ; Bussièrès vs Sarault, 1288 ; Cohen vs Freedman, 1286 ; Corrigan vs Thomas, 1288 ; Dubé vs Levesque, 1288 ; Dubreuil vs Lacaille, 1296 ; Fontaine vs Fontaine, 1287 ; Gravel vs Fontaine dit Bienvenu, 1288 ; Katz vs Glaser, 1289 ; Labelle vs Bourgouin, 1286 ; Martin vs Nantel, 1287 ; Masse vs Masse, 1287 ; Poulin vs Martel, 1286 ; Pye vs Taylor, 1286 ; Rondeau vs Sansouci, 1287.
- ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :** — Dme Mosher vs Carrier, 1287.
- ANNONCEURS :** — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1279.
- AVIS :** — The Ruiters' Corner Cemetery Coy, 1285.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :** — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1283 ; Conseil législatif, 1282.
- EXAMEN :** — Candidats des mesureurs de bois, 1281.
- FAILLIS :** — Fournier, 1289 ; Jobidon, 1296 ; Jones, 1297 ; Lebel, 1297 ; Legrand, 1289 ; Nadon, 1289 ; Robichaud, 1297 ; Vincent, 1297 ; Willson, 1289.
- LETTRES PATENTES :** — La manufacture d'ouvertures de Saint-Louis du comté de Lévis, 1281.
- NOMINATIONS :** — Juges de paix : — District de Montréal, 1279 ; Terrebonne, 1279.
Membre du conseil d'agriculture : — 1279.
- PROCLAMATIONS :** — Convocation des Chambres, 1280 ; Fête du Travail, 1295 ; Termes de la cour du Banc du Roi, district d'Ottawa, 1280.
- VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :** — Cité de Hull, 1298.
- VENTES PAR LES SHÉRIFS :**
- ARTHABASKA :** — Héon vs Desrosiers, 1290 ; Turcotte, failli, 1290.
- BEAUCÉ :** — Bécigneul vs Nadeau, 1290 ; Dubreuil vs Gilbert, 1291.
- CHICOUTIMI :** — Petit vs Levesque et al, 1291.
- MONTREAL :** — Corporation épiscopale catholique romaine de Saint-Hyacinthe vs G. Languedoc et al, 1292 ; Ledoux vs Choquette, 1292.
- PONTIAC :** — Palmer (Dme) vs Orr, 1293.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 34.**

- ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :** — Dmes Aubry vs Méloche, 1288 ; Audet vs Côté, 1296 ; Bélanger vs Crochetière, 1288 ; Brunet vs Meloche, 1287 ; Bussièrès vs Sarault, 1288 ; Cohen vs Freedman, 1286 ; Corrigan vs Thomas, 1288 ; Dubé vs Levesque, 1288 ; Dubreuil vs Lacaille, 1296 ; Fontaine vs Fontaine, 1277 ; Gravel vs Fontaine dit Bienvenu, 1288 ; Katz vs Glaser, 1289 ; Labelle vs Bourgouin, 1286 ; Martin vs Nantel, 1287 ; Masse vs Masse, 1287 ; Poulin vs Martel, 1286 ; Pye vs Taylor, 1286 ; Rondeau vs Sansouci, 1287.
- ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :** — Dme Mosher vs Carrier, 1287.
- ADVERTISERS :** — Notice to : — Respecting notices, &c. 1279.
- NOTICES :** — The Ruiters' Corner Cemetery Coy, 1285.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :** — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1283 ; Legislative Council, 1282.
- EXAMINATION :** — Candidates of lumber cullers, 1281.
- INSOLVENTS :** — Fournier, 1289 ; Jobidon, 1296 ; Jones, 1297 ; Lebel, 1297 ; Legrand, 1289 ; Nadon, 1289 ; Robichaud, 1297 ; Vincent, 1297 ; Willson, 1289.
- LETTERS PATENT :** — La manufacture d'ouvertures de Saint Louis du comté de Lévis, 1281.
- APPOINTMENTS :** — Justices of the peace : — District of Montreal, 1279 ; Terrebonne, 1279.
Member of the council of agriculture, 1279.
- PROCLAMATIONS :** — Parliament convoked, 1280 ; Labor Day, 1295 ; Terms of the court of King's Bench, district of Ottawa, 1280.
- SALE FOR MUNICIPAL TAXES :** — City of Hull, 1298.
- SHERIFFS' SALES :**
- ARTHABASKA :** — Héon vs Desrosiers, 1290 ; Turcotte, insolvent, 1290.
- BEAUCÉ :** — Bécigneul vs Nadeau, 1290 ; Dubreuil vs Gilbert, 1291.
- CHICOUTIMI :** — Petit vs Levesque et al, 1291.
- MONTREAL :** — Corporation "épiscopale catholique romaine de Saint Hyacinth vs G. Languedoc et al, 1292 ; Ledoux vs Choquette, 1292.
- PONTIAC :** — Palmer (Dme) vs Orr, 1293.

QUÉBEC : — Julien vs Martel, 1293 ; La cité de Québec vs Auclair, 1294 ; La cité de Québec vs Vallée, 1294 ; Proulx vs Touzin & Bertrand, 1293.

TROIS-RIVIÈRES : — Marchand vs Côté, 1294.

QUEBEC : — Julien vs Martel, 1293 ; The city of Quebec vs Auclair, 1294 ; The city of Quebec vs Vallée, 1294 ; Proulx vs Touzin & Bertrand, 1293.

THREE RIVERS : — Marchand vs Côté, 1294.

